

ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MENACÉE ET AGRESSÉE

La défenseure des droits humains Leonor Martínez a été menacée et agressée parce qu'elle travaille pour une association de la société civile à Managua, la capitale du Nicaragua.

Leonor Martínez, vingt-cinq ans, appartient à la Coalition des jeunes nicaraguayens, un groupe qui défend les droits humains et travaille auprès de jeunes alcooliques ou toxicomanes. Ce groupe fait partie de la Coordination civile (CC), une fédération composée de groupes de la société civile qui est active dans plusieurs domaines, des problèmes environnementaux aux droits syndicaux.

Elle a été agressée par trois hommes le 22 octobre, alors qu'elle rentrait chez elle après une conférence de presse pendant laquelle elle avait évoqué les restrictions des manifestations et des libertés fondamentales. Ces hommes l'ont menacée au moyen d'un pistolet, lui ont asséné des coups sur le visage et le corps, et lui ont cassé le bras à trois endroits. Elle a indiqué à Amnesty International qu'ils l'avaient menacée d'« *attaquer ou tuer* » sa famille et elle-même si elle continuait « *ses activités auprès des jeunes avec la CC* ».

Depuis lors, Leonor Martínez a reçu de nombreux messages de menace sur son téléphone portable et ces messages se sont multipliés au cours de la dernière semaine de novembre. En voici quelques exemples : « *Si tu continues cette idiotie avec la CC, on va te faire quelque chose* » ; « *Espèce de folle, arrête de travailler avec la CC* ». Le 20 novembre, alors qu'elle quittait son domicile, un homme s'est approché d'elle et lui a demandé si elle le reconnaissait. Il lui a dit : « *Maintenant tu sais ce qu'il t'arrivera si tu continues à fourrer ton nez là-dedans, on va te tuer.* » Elle a reconnu cet homme car il était présent lorsqu'elle a été agressée le 22 octobre.

Leonor Martínez affirme qu'elle connaît les auteurs de ces agressions et qu'elle les a vus à plusieurs reprises. Selon elle, ces hommes entretiennent des liens avec le parti au pouvoir, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Elle a signalé l'agression du mois d'octobre et les messages de menace à la police, qui n'a engagé aucune action.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé à la suite de l'agression et des menaces dont Leonor Martínez a été victime, et exhortez les autorités à faire en sorte qu'elle bénéficie immédiatement d'une protection appropriée ;
- engagez-les à diligenter sans délai une enquête approfondie sur ces menaces de mort, à en rendre les conclusions publiques et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- priez instamment les autorités de respecter le droit des défenseurs des droits humains de mener leurs activités sans restrictions ni crainte de représailles, conformément à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 JANVIER 2010 À :

Président de la République :

Daniel Ortega Saavedra
 Presidente de la República
 Reparto El Carmen
 Costado oeste del Parque El Carmen
 Managua, Nicaragua

Fax : +505 2266 3102

Formule d'appel : *Estimado Sr.*

Presidente, / Monsieur le Président,

Directrice de la police nationale :

Primera Comisionada Aminta Granera
 Sacasa
 Directora de la Policía Nacional
 Edificio Faustino Ruiz
 Managua, Nicaragua

Fax : +505 2277 1871

Formule d'appel : *Estimada*

Comisionada, / Madame,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Nicaragua dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MENACÉE ET AGRESSÉE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 8 août 2009, Leonor Martínez a participé à un événement musical dans l'une des deux cathédrales de Managua. Lorsqu'elle est descendue du bus, près de la cathédrale, elle a vu l'homme qui l'avait menacée le 20 novembre : il a lancé une pierre, qui l'a atteinte au visage. D'autres personnes ont aussi été agressées, parmi lesquelles Mario Sanchez, l'attaché de presse de la CC, et d'autres membres de cette association.

Ces dernières années, plusieurs agressions ont visé des défenseurs des droits humains au Nicaragua. En novembre 2008, des menaces ont été proférées à l'encontre de Patricia Orozco, chef de file du Mouvement autonome de femmes et coordinatrice de la Campagne du 28 septembre pour la dépénalisation de l'avortement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le même mois, Amnesty International a publié une Action urgente sur Vilma Nuñez – la présidente d'une organisation de défense des droits humains nicaraguayenne de premier plan, le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) – qui avait été menacée dans la rue et victime de manœuvres visant à discréditer et à perturber son travail (voir l'AU 320/08, AMR 43/004/2008, 21 novembre 2008). Des défenseurs des droits des femmes ont également été menacés en raison de leur travail en faveur du droit à l'avortement.

AU 320/09, AMR 43/015/2009, 1^{er} décembre 2009

